

Méthodologie de l'évaluation et de la prévention du risque chimique

Un certain nombre d'obligations légales en application du décret 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique sont à remplir par les chefs de service et les chefs d'établissement.

I. EVALUER LES RISQUES D'EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL (art R 4412 -5 à R 4412 -10 du nouveau code du travail)

L'évaluation des risques d'exposition doit être faite en tenant compte :

1. des dangers des produits utilisés ;
2. de l'intensité et de la durée d'exposition ;
3. de la quantité de produit utilisé par mois / par an ;
4. des conditions d'utilisation :
 - produit liquide, solide, gazeux, aérosol ?
 - voies de pénétration potentielle : cutanée, respiratoire, digestive ?
 - présence d'aspiration ?
 - mise à disposition d'équipements de protection individuelle (EPI) ?
5. des résultats des analyses qui auraient pu être effectuées par des organismes spécialisés.

II. DEFINIR ET APPLIQUER LES MESURES DE PREVENTION VISANT A SUPPRIMER OU REDUIRE LE RISQUE (art. R 4412-11 du nouveau code du travail) :

1. méthodes de travail adaptées ;
2. matériel adéquat et procédures d'entretien régulières ;
3. réduction au minimum du nombre de salariés exposés ;
4. réduction au minimum du temps et de la durée d'exposition ;
5. mesures d'hygiène appropriées ;
6. réduction au minimum nécessaire de la quantité d'agents chimiques au poste de travail ;
7. procédures de travail adaptées pour la manutention, le stockage, le transport...

III. INFORMER ET FORMER LE PERSONNEL (art R 4421-38 et R 4412-39 du nouveau code du travail)

Le personnel doit en effet :

1. être informé de la présence de produits chimiques dangereux, des risques pour sa santé et sa sécurité, des concentrations maximales admises dans l'air, le sang, les urines...si elles existent (notion de valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et de valeurs Limites biologiques) ;

2. avoir accès aux fiches de données de sécurité disponibles en français, à jour ;
3. recevoir une formation et une information concernant en particulier les mesures d'hygiène, les E.P.I.

A l'issue de cette première étape, un niveau de risque sera défini, il conditionnera la suite de la démarche. Il existe deux possibilités :

- Soit le risque est évalué faible et il n'y a pas d'autres obligations ; l'évaluation doit cependant être revue régulièrement
- Soit le risque existe et il y a d'autres obligations :

I. SUPPRESSION DU RISQUE

II. REDUCTION DU RISQUE AU MINIMUM

1. substitution si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux ;
2. si le remplacement n'est pas possible, conception de procédés de travail, utilisation du matériel permettant d'éliminer ou de réduire la libération de produits chimiques dangereux ;
3. si des produits sont malgré tout libérés, mise en place des mesures de protection collective (aspiration à la source...) et en cas d'impossibilité, recours à des protections individuelles ;
4. éviter la présence sur les lieux de travail de concentrations dangereuses de substances inflammables ou de quantités dangereuses de substances chimiques instables ;
5. installations et appareils de protection collective vérifiés périodiquement et en parfait état de fonctionnement ;
6. entretien des E.P.I. et des vêtements de travail assuré par l'employeur ;
7. interdiction de fumer, boire et manger dans les zones de travail concernées ;
8. contrôle régulier des concentrations des agents chimiques représentant un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs et des valeurs limites d'exposition professionnelle quand elles existent ;
9. accès limité, sécurisé des locaux où sont utilisés les produits chimiques dangereux ;
10. mise en place d'une notice pour chaque poste ou situation de travail exposant à un agent chimique dangereux ;

III. ELABORATION D'UNE LISTE ACTUALISEE

Le chef de service ou le chef d'établissement doit tenir une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux, très toxiques, nocifs, corrosifs, irritants, sensibilisants ainsi que cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.

IV. ELABORATION D'UNE FICHE INDIVIDUELLE D'EXPOSITION (art. R 4412-40 à R 4412-43 du nouveau code du travail)

Le chef de service ou le chef d'établissement doit remplir une fiche par agent exposé, la retourner au médecin de prévention et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour régulièrement

en cas de modification à adresser à nouveau au médecin de prévention. (voir modèle ci-joint)

V. SUIVI MEDICO-PROFESSIONNEL (art. R 4412-44 à R 4412-57 du nouveau code du travail)

1. un agent ne peut être exposé à un agent chimique dangereux sans avoir fait l'objet d'un examen préalable par le médecin de prévention donnant lieu à une fiche d'aptitude mentionnant la date de l'étude de poste et de la fiche d'entreprise actualisée, attestant qu'il ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux ;
2. les examens complémentaires prescrits sont à la charge de l'employeur. L'agent est informé des résultats ;
3. l'examen médical est à renouveler au moins une fois par an ;
4. tout agent qui se déclare incommodé par les travaux qu'il exécute doit être examiné par le médecin de prévention ;
5. le médecin de prévention doit être informé par le chef d'établissement des absences pour cause de maladie supérieure à 10 jours des agents exposés à un agent chimique dangereux ;
6. les visites de reprise sont obligatoires après maladie professionnelle, après 3 semaines d'arrêt maladie (maladie simple) et après 8 jours d'arrêt pour accident du travail.

VI. ELABORATION D'UNE ATTESTATION D'EXPOSITION (art. R 4412-58 du nouveau code du travail)

Une attestation d'exposition à un agent chimique dangereux est remplie par le chef d'établissement et le médecin de prévention à tout agent qui quitte l'établissement quel que soit le motif. (voir modèle ci-joint).